



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et de
l'Internationale ouvriers révolutionnaires

Supplément à CPS n°37 - 13 septembre 2009

Un projet de budget ultra-réactionnaire au parlement : des dizaines de milliards versés aux licenciés & spéculateurs, la taxe carbone, des suppressions de postes record, ...

Il faut exiger des dirigeants syndicaux qu'ils organisent le combat contre ce budget.

A bas le budget Sarkozy-Fillon !

Il y a un an éclatait au grand jour comme un abcès le pourrissement inouï de l'économie capitaliste. Le gouvernement et les patrons ne s'abusent pas eux-mêmes. Même si un hoquet statistique a arrangé momentanément les statistiques du PIB, aucune « reprise » n'est en vue. Au-delà des aléas de conjoncture. Si les gouvernements des pays dominants ont colmaté provisoirement les brèches les plus béantes dans l'économie capitaliste en s'endettant comme jamais sur le dos des travailleurs, la crise économique est là pour durer. De nouvelles faillites, aussi retentissantes que celle de General Motors en juin dernier, couvent.

Pour les travailleurs, la jeunesse, dans tous les pays, cette crise signifie une dégradation sans précédent depuis des décennies de leurs conditions d'existence, à commencer par une violente augmentation du nombre de chômeurs.

Et cela d'autant plus que la préoccupation de tous les gouvernements des pays capitalistes dominants est de leur faire payer le coût des milliers de milliards offerts aux grands groupes bancaires et industriels, de laminer les acquis ouvriers qui restent encore.

L'offensive du gouvernement Sarkozy-Fillon et du Medef ne connaît pas de trêve...

Jusqu'au cœur de l'été, tout en couvrant les licenciements et le chômage technique, et même en sous-traitant au privé le suivi des nouveaux chômeurs, le gouvernement a poursuivi ses contre-réformes, faisant voter notamment le travail le dimanche et la loi mobilité qui permet de licencier un fonctionnaire, la loi Bachelot contre l'hôpital public. La réforme de la formation des enseignants qui va expédier dans les établissements des étudiants stagiaires rétribués 300 euros par mois pour remplacer les enseignants a été bouclée.

C'est encore le changement de statut (privatisation) de La Poste. C'est la « réforme » des lycées, dont un objectif primordial est de permettre encore plus de suppressions de postes de fonctionnaires, dans le cadre général de la « réforme de l'Etat ». Et c'est maintenant l'annonce de nouvelles restrictions au droit à la santé (hausse du forfait hospitalier notamment), sous couvert du déficit de la Sécurité sociale, alors que le gouvernement et le patronat en sont responsables.

Mais dès le 23 juin, Sarkozy avait annoncé la suite de son offensive au lendemain de son mini remaniement gouvernemental. A l'ordre du jour pour lui, mais après les régionales, le report de la retraite à 67 ans. Dès cette rentrée, c'est la suppression de l'essentiel de la taxe professionnelle (« *une grande victoire du medef* » plastronne L.Parisot). C'est l'instauration de la taxe carbone qui frapperait lourdement les ménages populaires et non pas Total ou Rhône-Poulenc ou autres sponsors de Nicolas Hulot. Sarkozy le 23 juin déclarait d'ailleurs : « *plus nous taxerons la pollution, moins nous taxerons le travail* » comprendre, le patronat.

Même la grippe A est utilisée par ce gouvernement à ses fins réactionnaires. Non content d'avoir accéléré comme jamais les suppressions de lits et de postes dans les hôpitaux, de vouloir dérembourser le paracétamol tout en versant 1 milliard à Sanofi pour produire un hypothétique vaccin, le gouvernement cherche aujourd'hui à utiliser cette grippe comme un « état d'urgence » suspendant les droits des travailleurs. Selon cette circulaire du 3 juillet, le patronat pourrait en cas de pandémie faire sauter unilatéralement toute limite à la flexibilité et au volume horaire de travail !

... mais les dirigeants syndicaux « frayer avec le gouvernement »

Le 1^{er} septembre, 6 ouvriers de Continental ont été condamnés à de lourdes peines par l'Etat bourgeois. Au travers eux c'est toute la classe ouvrière, exploitée, que le gouvernement a frappée. Il faut dire que 15 jours auparavant, le CCN de la CGT, unanime, les avait lâchés, en prenant la peine de condamner publiquement le délégué CGT de l'entreprise X.Mathieu (qui a écopé de 6 mois), suivi par le PCF qui a même voulu le bannir de la fête de l'*Humanité* (à laquelle était par contre invité, pour « débattre », le ministre Woerth !)

Le jour même où ces ouvriers étaient condamnés, Bernard Thibault était reçu à l'Élysée par N.Sarkozy. Ensemble ils convenaient de lancer des « Etats généraux de l'industrie ». Sous couvert de discuter de la « politique industrielle », ils

permettront à Sarkozy et Fillon d'associer plus loin encore les appareils syndicaux. Car les discussions sur le financement de cette « politique industrielle » auront des suites tant au fonds stratégique d'investissement, à la gestion duquel sont associés les dirigeants syndicaux, qu'à l'emprunt Sarkozy, dont « *le maître mot est l'unité nationale* » (Fillon).

Ce qui est insupportable pour les bureaucrates, c'est qu'un délégué d'entreprise clame haut et fort, avec le soutien de nombreux autres, qu'il est trahi, que l'appareil confédéral « *n'est bon qu'à calmer la base* » et à « *frayer avec le gouvernement* ». Et, faut-il rajouter, à expulser brutalement les sans-papiers hors de la bourse du travail de Paris.

Des voix s'élèvent à l'intérieur des syndicats contre la politique de « l'intersyndicale » constituée en janvier dernier sur la base d'une déclaration très politique qui mariait l'acceptation des « lois du marché » au refus de remettre en cause l'existence du gouvernement Sarkozy-Fillon.

Cette résistance se reflète par exemple dans la prise de position de la CGT région Centre qui, dans une lettre ouverte à Thibault, l'interpelle : « *Avons-nous peur de l'affrontement avec le patronat, le pouvoir sarkozyen ? Avons-nous peur de l'ampleur des mobilisations sociales ? (...) les salariés n'entrent pas en résistance pour des négociations* ».

Or en cette rentrée les dirigeants syndicaux reprennent la « délibération sociale avec le Medef ». Ils escomptent discuter « politique industrielle » et « grand emprunt ». Ils ont tous négocié l'extension ... du chômage partiel, donc l'octroi au patronat de nouvelles aides publiques. Ils préparent la « réforme des retraites » dans le cadre du COR.

Le 17 septembre, les dirigeants CGT de la chimie et de l'automobile convoquent une manifestation pour « *une véritable politique industrielle* » - sans opposer au patronat la revendication d'arrêt immédiat des licenciements économiques. Le 22 à la Poste, une grève est convoquée contre le changement de statut. Mais elle est subordonnée à une

« votation citoyenne » (sic !) organisée localement début octobre, à l'appel d'un collectif où tous les dirigeants syndicaux se retrouvent, pour demander... un « vrai débat public » (re-sic) avec le gouvernement.

Le 7 octobre, enfin, les appareils syndicaux appellent à « participer massivement » à une journée, sans en préciser les « modalités ». L'objectif annoncé par Thibault à l'université d'été de la CFDT, c'est d'obtenir de « nouvelles inflexions » gouvernementales. Inutile de commenter.

Dans un tel cadre, les gesticulations de J-C Mailly et de la direction de FO en faveur d'une « grève carrée » de 24 heures sont une farce insupportable. En effet, s'agit-il oui ou non de combattre ce gouvernement et le patronat ou de collaborer avec eux ? Voilà la véritable question dont tout découle, à commencer par l'exigence de la **rupture de la concertation avec le gouvernement !**

Avec les développements de la crise du capitalisme, la poursuite de l'offensive du patronat et du gouvernement, les résistances à cette politique des appareils syndicaux ne peuvent que se développer. Mais il leur faut un débouché, et une perspective. Une opportunité se présente.

Un projet de budget hors du commun, concentré d'une politique réactionnaire au service des licenciés et des spéculateurs, contre les travailleurs

Le 20 octobre, le Parlement sera saisi d'un projet de budget sans précédent dans l'histoire. L'ampleur de son déficit (140 milliards pour un budget total de 250 milliards !) exprime tout ce qui a été déversé, ces derniers mois, depuis les caisses de l'Etat entre les mains du grand Capital. Les 68 milliards donnés aux banques (dont la BNP qui en verse un à ses traders). Les 6,5 milliards aux constructeurs automobiles (dont les sous-traitants licencient en rafale) sans compter la prime à la casse. Les 2,5 milliards de baisse de la TVA pour les restaurateurs, le milliard et demi de primes du plan-jeune de Hirsch aux patrons qui prennent un apprenti, les investissements du « fonds stratégique » au conseil d'orientation duquel siègent les dirigeants confédéraux... et les milliards de la suppression de la taxe professionnelle.

Ces sommes faramineuses viennent s'ajouter aux 50 milliards d'allègement de « charges sociales » (salaire différé) que l'Etat ne compense pas intégralement depuis des années, poussant la Sécu dans le rouge. Ou encore aux 43 milliards d'intérêts de la dette publique, lesquels sont versés précisément aux grands groupes financiers et autres rentiers alors que c'est déjà à leur profit que cette dette illégitime a été creusée.

Pour les travailleurs, outre le fardeau de ces milliards versés aux licenciés, aux spéculateurs, c'est l'instauration de la taxe

carbone, c'est aussi la poursuite des contre-réformes (RGPP) de destruction des services publics, du statut des fonctionnaires, ce qui se concentre dans les suppressions record de postes dans la fonction publique (35 000). Et dans la foulée ce seraient les mesures réactionnaires du budget de la Sécurité sociale.

Non seulement ce budget a un caractère sans précédent, mais encore c'est de façon prévisible la cible commune qui s'offre à tous les travailleurs, public, privé, qui cherchent à combattre ce gouvernement, qui refusent et s'opposent à sa politique.

Alors il faut militer pour qu'à cette occasion, les travailleurs, la jeunesse, se rassemblent contre la politique du gouvernement, contre ce gouvernement.

Il faut combattre pour l'appel uni des confédérations (CGT, FO) et fédérations à une

manifestation centrale et nationale à l'Assemblée

pendant la discussion budgétaire, contre les milliards déversés par dizaines dans les poches des grands groupes capitalistes, contre la taxe carbone, la suppression de la taxe professionnelle, contre les « réformes » Sarkozy et les suppressions de postes :

A bas le projet de budget Sarkozy-Fillon !

Une telle manifestation serait un point d'appui considérable pour tous les travailleurs dans leur combat contre le gouvernement et le patronat. Elle poserait la question d'un autre gouvernement, issu du front unique des organisations du mouvement ouvrier, et d'une autre politique.

Face à la crise, un plan de production est nécessaire. En rompant avec la loi capitaliste du profit, en orientant la production en fonction des besoins des masses (en matière de logement, de santé, d'éducation, de transports...), il permettrait aussi d'assurer le droit au travail par la diminution massive du temps de travail sans flexibilité ni perte de salaire.

Alors que la crise du capitalisme s'approfondit et menace l'humanité entière, on ne peut s'en sortir si l'on craint d'aller au socialisme. Pour cela, il faut s'organiser pour construire un Parti ouvrier révolutionnaire. Discutons-en ! Prenez contact !